CONTRIBUTION DE JEAN PIERRE SUEUR
****

UNE AUTRE DEFENSE POUR UNE AUTRE SOCIETE.

Je me contenterai de trois remarques :

1. Tout système de défense est étroitement lié au type de société qu'il protège. On ne pourra pas changer la société en laissant pour "plus tard" les transformations de l'armée et de notre dispositif de défense - de même qu'on ne pourra pas changer la société en laissant intacts le système scolaire ou l'appareil judiciaire, par exemple. Cela découle des thèses sur l'Autogestion qui affirment qu'on ne pourra avancer vers le socialisme autogestionnaire sans transformer en profondeur l'appareil d'Etat (dont l'armée constitue une part essentielle). Les mêmes thèses affirment en outre que, par rapport à ce changement politique

et social, aucune technologie, aucun outil n'est neutre : et il n'y a aucune raison pour que ces considérations ne s'appliquent pas aux instruments de défense et, en particulier, à laforce de frappe.

2. Le débat sur la défense ne doit pas être réduit au débat sur la force nucléaire. Je ne dis pas cela pour éluder ce second débat (voir ci-dessous : 3). Mais parce que je crois que les menaces qui risquent de peser sur une France socialiste ne sont pas de celles auxquelles l'arme nucléaire permet de faire face. Le problème de la réponse à ces menaces se pose donc aussi bien pour les adversaires que pour les partisans de l'arme nucléaire.

En effet, ce qui risque d'être attaqué demain - et ce qu'il faudra défendre - ce sera une expérience originale de transition vers le socialisme. Si le Viet Nam, la Tchécoslovaquie ou le Chili ont été agressés, ce n'est pas en raison du danger que ces pays constituaient pour la sécurité de ceux qui les agressaient - mais c'est parce qu'ils étaient les lieux d'expériences de caractère social, politique et idéologique que leurs agresseurs ne voulaient pas tolérer. Les faits démontrent que dans de tels cas, l'objectif de l'adversaire est de désorganiser la résistance d'une communauté nationale par le sabotage économique, la lutte idéologique, le soutien à une guerre civile ou la coupure entre les responsables politiques et la population et que l'intervention armée n'est possible que si cet objectif a été préalablement atteint. Or la forme de l'attaque comme celle de la défense est dans de tels cas contradictoire avec la dissuasion nucléaire.

Contrairement à ce que dit ELLENSTEIN, ce n'est pas parce qu'elle ne disposait pas de l'arme nucléaire que la Tchécoslovaquie a été normalisée. Et ce n'est pas non plus faute d'une arme atomique que le Chili est tombé sous les coups du fascisme local et de l'impérialisme américain, mais c'est parce que la désagrégation de l'alliance politique et sociale qui avait porté ALLENDE au pouvoir n'a pas pu être évitée. La vraie réponse à de telles menaces consiste en la réorientation de notre armée conventionnelle dans le sens d'une défense populaire. Ce type de défense ou de dissuasion est possible, politiquement et techniquement. Mais la condition principale de son existence réside dans l'attachement d'un peuple au type de société qu'il s'est choisi.

3. Pendant de longues années, Partis de Gauche et Syndicats se sont battus contre la bombe atomique. En 1972, les militants de Gauche étaient unanimes à accepter les engagements du Programme Commun : "renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française". Quant au programme du P.S., il affirmait : "Le P.S. ne refuse à prendre acte du fait nucléaire français", et il ajoutait même : "En aucun cas, les difficultés de la reconversion ne serviront de prétexte pour enferner le pays dans une entreprise contraire à son intérêt et à la mission internationale du socialisme".

Certes, il est toujours possible de changer de position. Encore faut-il être sûr que l'on s'appuie sur des arguments crédibles. Or beaucoup des arguments employés ne me paraissent pas très convaincants. Dire que la force de frappe est "qu'on le veuille ou non devenue une réalité" c'est, contrairement à ce que nous affirmons dans notre programme, entériner purement et simplement un état de fait : or la Gauche n'a pas à "avaliser" tous les"faits accomplis"de la droite. Dire que l'"opinion publique est pour la force de frappe" n'est pas non plus un argument acceptable : il faudrait y regarder de plus près (et les jeunes ?) et organiser le débat qui est nécessaire ... mais il serait impensable que nous déterminions nos choix sur quelque sujet que ce soit d'après les sondages ... Dire, comme le fait Georges MARCHAIS, que depuis 1972 les forces conventionnelles ont tellement périclité que la force de frappe est devenue le seul recours pour la défense de ce pays, c'est énoncer une contre-vérité : il n'y a pas eu en 5 ans un tel "changement radical" dans le poids relatif de nos forces conventionnelles.

Dire que la force de frappe est la seule garantie de notre indépendance, c'est vouer à la satellisation les pays qui ne la possèdent pas - et ils sont nombreux - et c'est oublier que, comme le rappelle G. DESSEIGNE ("Le Monde" du 19 Novembre 1977) les menaces contre notre indépendance seront essentiellement d'ordre économique. Dire enfin que notre force de frappe est devenue crédible, c'est faire une affirmation que de nombreux spécialistes contestent : s'il était vraiment possible de "dissuader" une grande puissance avec le centième ou le millième de son armement nucléaire, on peut penser que l'Union Soviétique, qui s'épuise économiquement à tenter de maintenir la parité nucléaire avec les Etats Unis, se contenterait d'un effort beaucoup plus modéré que son effort actuel.

Cela dit, il est vrai que la possession de l'arme nucléaire donne à la France un certain "poids diplomatique" (même si des pays comme le Japon ou l'Allemagne Fédérale, qui sont dépourvus de cette arme, ne manquent pas pour autant de "poids diplomatique"). Le fait de

posséder cette arme peut permettre de peser lors des conférences sur le désarmement. C'est la thèse du "désarmement multilatéral" : on ne renonce à rien sans que les autres y renoncent également, et ainsi s'effectue peu à peu une désescalade.

Mais seulement, on peut se demander si les professions de foi en faveur du désarmement multilatéral ne sont pas souvent des alibis. Dire qu'on est partisan du "renoncement à la force de frappe à condition que les autres aussi y renoncent - ce qui est la position de beaucoup d'hommes de droite comme de gauche - n'est-ce pas se condamner à n'y jamais renoncer ? N'est-ce pas parier en définitive sur l'équilibre de la terreur ? Et cet "équilibre de la terreur" - qui sécurise peut-être - n'est-il pas singulièrement instable ? Qui peut assurer que personne n'utilisera jamais cette arme ? Il n'existe d'ailleurs pas d'arme dont on ne soit jamais servi - et ceci vaut aussi pour celle-là. Et l'histoire montre qu'il est impossible de garantir que les fous n'accèdent pas au pouvoir - ou que les hommes du pouvoir ne puissent pas devenir fous.

A vrai dire, on peut parier sur "l'équilibre de la terreur". Mais c'est un pari.

Et puisqu'il faut parier, on peut préférer d'autres paris. Si la France socialiste, arrivant au Pouvoir, faisait quelques actes concrets manifestant de manière unilatérale sa volonté de renoncement et de "désescalade" sans attendre aucune "monnaie de retour", il est probable que son "poids diplomatique" s'en trouverait grandement accru auprès de nombreux Etats et de millions d'hommes dans ce monde - et que cela pourrait contribuer à donner un autre visage au socialisme, cependant que nous chercherions d'autres moyens pour défendre notre socialisme.